

**M. Knowles:** Non.

**Des voix:** D'accord.

**M. Knowles:** Sur division.

(La motion est adoptée, sur division, et le bill, lu pour la 2<sup>e</sup> fois, est renvoyé au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.)

\* \* \*

## LES AGENCES GOUVERNEMENTALES

### MESURE DE RELOCALISATION

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 20 mai, de la motion de M. Cosgrove: Que le bill C-13, concernant la relocalisation d'agences gouvernementales, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent des prévisions budgétaires en général.

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur l'Orateur, la façon dont le gouvernement libéral a procédé pour faire adopter une loi sur la relocalisation d'agences gouvernementales est un sujet de préoccupation pour beaucoup de Canadiens. Si on s'inquiète, c'est qu'on soupçonne que le déménagement de bureaux du gouvernement soit un moyen de faire jouer le favoritisme, quand l'occasion se présente. C'est-à-dire qu'il pourrait être politiquement avantageux pour le gouvernement au pouvoir de proposer de déménager un organisme ou un bureau régional dans une circonscription libérale. Les faits parlent d'eux-mêmes.

● (1720)

Je pourrais rappeler à la Chambre le récent fiasco qu'a été le déménagement de l'Eldorado Nucléaire dans la circonscription de Durham-Northumberland. L'Eldorado, une société d'État dont le siège social se trouve dans la région de Port Hope, et dont les administrateurs ont été nommés par un gouvernement libéral, a fait savoir qu'il serait souhaitable d'installer une raffinerie à Hope Township. Je rappelle aux députés que cela se passait sous un gouvernement libéral. Rien n'a été fait, mais des promesses en ce sens ont été faites au cours de la campagne électorale.

C'est un gouvernement conservateur qui a été élu et il a été décidé d'agir. L'Eldorado est passée aux actes et s'est établie, intentionnellement, sur un terrain dans Hope Township. Il y a eu d'autres élections qui ont retourné les libéraux au pouvoir et il a été décidé de déplacer l'Eldorado d'une circonscription conservatrice vers une circonscription libérale dans le Nord.

Ce n'est pas le seul cas. Il y en a beaucoup d'autres. Nous n'avons pas à remonter très loin pour en trouver, seulement à 1977 alors que le gouvernement proposait le transfert de 13 services à de nouveaux sièges situés tous dans des circonscriptions libérales, à une exception près. Il y a même le cas plus récent du bureau régional de Parcs Canada situé à Cornwall et qui desservait la province du Québec. Un gouvernement libéral avait recommandé, pour la première fois en 1973, qu'il soit transféré au Québec, dans une circonscription libérale. Il proposait, à la même époque, que le bureau régional de l'Ontario soit transféré de Cornwall à Peterborough, circonscription libérale à l'époque.

### Décentralisation

Mais il a eu une anicroche. Le député libéral s'étant fait réélire au Québec, le bureau régional a été déplacé de Cornwall à Québec, ville beaucoup plus centrale et mieux située pour répondre aux besoins de la province. C'était là une mesure louable qui avait fait l'objet d'une étude approfondie. La recommandation concernant le déménagement du bureau régional ontarien de Parcs Canada de Cornwall à Peterborough était-elle aussi basée sur une étude approfondie. L'affaire avait d'abord été étudiée par le député de London-Ouest (M. Buchanan) alors ministre libéral qui avait recommandé de transférer le bureau régional à un endroit plus central de façon à mieux servir les citoyens de l'Ontario. Les deux localités retenues étaient Guelph et Peterborough, soit deux circonscriptions représentées par des libéraux.

La seule chose qui a contrecarré le projet de déménagement de Parcs Canada de Cornwall pour l'installer dans une localité du centre de l'Ontario, où cet organisme pourrait s'acquitter au mieux de ses responsabilités envers la majorité des Ontariens, c'est que les libéraux n'ont pas réussi à conserver le siège occupé à l'époque à Peterborough par un ministre lors des élections de 1979. Il devint politiquement astucieux d'annuler le projet de déménagement lorsque les libéraux ont repris le pouvoir avec le gouvernement actuel. Ce n'est là qu'un des cas visés par le projet de loi sur la décentralisation que nous étudions aujourd'hui, en ce qui concerne Hull et d'autres bureaux régionaux.

Il faudrait examiner attentivement de telles questions et chercher vraiment à déterminer si ces déménagements, vus sous l'angle du rendement, ont été effectués pour exaucer les vœux de ministres libéraux ou bien pour mieux servir les intérêts des Canadiens. Pour être plus précis, je dirai qu'au cours de la campagne électorale de 1980, le député de Cornwall de l'époque avait déclaré, et je le cite textuellement, que c'était «à son corps défendant» que le bureau régional passerait à Peterborough.

Je signale aux Canadiens que, question de sauver la mise au ministre, ils devront déboursier 2 ou 3 millions de dollars pour annuler le déménagement de Parcs Canada à Peterborough et pour réinstaller le bureau régional à Cornwall, puisque les locaux à Peterborough sont déjà loués. Ces locaux, qui occupent des milliers et des milliers de pieds carrés dans un édifice de deux étages situé à l'angle des rues Charlotte et George, sont actuellement inoccupés. Ils sont loués pour cinq ans à raison de \$160,000 par année. Les commerçants qui les occupaient auparavant avaient dû être expulsés pour que le bureau de Parcs Canada s'y installe. Les clés avaient été remises au gouvernement.

Cependant, le nouveau gouvernement libéral a décidé de tout réinstaller à Cornwall, dont le député est toujours d'allégeance libérale. Le gouvernement a expliqué au personnel que c'était dans l'intérêt du moral des employés qu'il avait décidé de maintenir le bureau à Cornwall. J'aimerais dire aux députés jusqu'à quel point les employés de la région de Cornwall se réjouissent de cette décision du gouvernement. Depuis que le déménagement a été annulé, il y a à peine quelques semaines, les employés de Cornwall ont présenté à l'Alliance de la Fonction publique un grief collectif au sujet de ce déménagement annulé qui était attendu depuis longtemps à Peterborough, là où Parcs Canada pouvait le mieux servir les Canadiens.